

L'impossible dialogue entre RFF et la Coordination anti-LGV

Les anti-LGV ont honoré l'invitation de RFF. Pour rappeler leur opposition catégorique au projet.

Un quart d'heure et puis s'en va. Programmée hier matin dans les locaux de la Direction départementale des territoires (DDT), la réunion entre RFF et les associations de la Coordination anti-LGV a tourné court. 15 adhérents avaient répondu à l'invitation lancée. Devait leur être présentée « l'insertion du tracé tel que travaillé depuis le comité de pilotage du 23 juin pour le département », explique Patrick Lacan, chef d'unité de RFF chargé de la mission du grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO). Sur le parking agenais des services de l'État, le désormais célèbre camion jaune des anti-LGV garé donnait la couleur. « Nous étions invités, nous sommes donc venus, évoque Charles d'Huyvetter, président de TGV en Albret. Mais nous n'acceptons sur aucun point ce tracé. On ne veut pas en entendre parler. On leur a donc fait savoir. »

Les militants n'en démordent pas et rabâchent leurs arguments. La seule solution intelligente pour eux, au vu de l'état des finances publiques et « des 7 % d'usagers empruntant le TGV », reste la réhabilitation des voies existantes. « Ça coûte quatre fois moins cher pour les mêmes performances », poursuit Claude Semin, porte-parole de la Coordination.

L'étude attendue

« Le Conseil général a cofinancé une étude, rappelle Charles d'Huyvetter. Et Camani a dit que si elle était conforme à nos thèses, il reverrait sa position. C'est une étape fondamentale. »

Patrick Castan, lui, se demande bien « à quoi elle servira » et aimerait surtout la voir... « En Tarn-et-Garonne, il y a des rencontres, des discussions. Même s'ils sont contre, ils sont riverains. Je ne désespère pas qu'on y arrive un jour en Lot-et-Garonne. Il y aura toujours des gens contre. Mais quand le projet deviendra réalité, ils accepteront de parler avec le maître-d'oeuvre. »

Sûr de son fait, le représentant de RFF assure vouloir « prendre en compte les contraintes des riverains ». Eux jugent que ce genre de réunion « rentre simplement dans le fonctionnement de RFF ».

« Ils font des croix. Une rencontre avec les associations, une croix. Une étude sur les digues ou sur les oiseaux, deux autres croix. Et après, le dossier est classé. » Entre les deux entités, le lien est bien rompu. Et pas question d'évoquer un éventuel travail en confiance : « Les dés sont pipés depuis le début », jurent les anti-LGV.

Julien Pellicier

[Lot-et-Garonne](#) · [LGV](#)